

Cherbourg, le 3 octobre 1894.

A M. le Député Cabart-Danneville,

Pardonnez-moi, je vous prie, la liberté  
que j'ose prendre en venant vous déranger  
et vous prier de vous intéresser à ma cause,  
votre bienveillante protection m'étant indis-  
pensable, pour faire près du Ministère des  
terres de la Couronne, au Canada, la  
requête que je prends la liberté de vous  
adresser, Monsieur. J'aurais été très  
heureuse, M. le Député, de vous rencontrer  
chez vous, lorsque je m'y suis présentée,  
j'ai été obligée de différer ma visite  
étant très-souffrante.

Permettez-moi, Monsieur, n'ayant  
pu vous mettre au courant de cette affaire  
puisque je n'ai pu être assez heureuse pour

le faire directement de vous la relater.

Mon mari, M. Eugène Mahieu, l'un des membres d'une très-importante maison de commerce de Cherbourg, faisait le commerce des bois. La maison Mahieu occupait un rang élevé sur la place de Cherbourg en 1873. Il avait des connaissances sérieuses, il était apprécié du commerce en général, c'est ainsi qu'il a été par les membres du Syndicat des importateurs des bois du nord, nommé à le présider pendant plusieurs années. Pressé par des amis auxquels on avait fait des offres pour accepter une concession importante de forêt à Metgermette, ils en firent part à mon mari, tous avaient grand désir de voir venir en France ces magnifiques bois, firent près de lui tant d'instances qu'il l'étudia, il la trouvait très belle, mais trouvant beaucoup de diffi-

difficultés, la première il avait encore un engagement de Société avec ses frères, de deux ans, ce qui lui rendant l'entreprise très-difficile, ne pouvant quitter la France et la maison Mahieu, il ne voulait pas entrer dans cette entreprise sans avoir réglé ses affaires, puis il devait être seul à en faire les fonds, toujours pressé et l'affaire offrant des bois magnifiques, il se décida, bien résolu à aller en prendre la direction aussitôt qu'il lui serait possible, c'est-à-dire après avoir réglé ses intérêts avec la maison Mahieu. Enfin, il accepta cette — concession de 320.000 acres de magnifique forêt à Metgerluette.

Les personnes qui désiraient tant cette entreprise le mirent en rapport avec

un M. Vannier, qui connaissait ce pays et  
qui serait à même par son savoir de diri-  
ger les travaux, ce qui eût lieu, on créa dans  
l'espace de deux ans, écoles, église, moulin,  
maisons, route, etc. ... Tous ces travaux qui  
pendant un temps aussi bref, avaient absorbé  
beaucoup d'argent, il fallait qu'il vienne  
des bois qui malgré la promesse qui lui  
était souvent faite n'eût pas lieu et par  
conséquent mon mari n'a eu aucune rentrée,  
c'est ainsi que pendant ce peu de temps il  
a envoyé à ce M. Vannier 315.000 francs,  
mais il ne pouvait plus continuer à faire  
l'exploitation. Mon mari y est allé, il  
quittait la France le 30 novembre 1875 et  
revint le 30 novembre 1876 ayant emporté  
avec lui 96.000 francs, qui lui ont servi à  
payer tout ce qui était dû, en fournitures  
de toute sorte et ouvriers.



Après tout ce malheur, mon mari n'a pu surmonter la perte qu'il faisait de toute sa fortune laquelle devait faire le bonheur de notre famille car nous avions 6 enfants, 5 demoiselles et un fils faisant ses études. Mon mari est mort de chagrin. Moi-même j'avais de la fortune, mais cette malheureuse affaire m'a obligée à la sacrifier pour désintéresser des personnes qui toutes confiantes dans sa manière de conduire les affaires, avaient désiré mettre elles aussi, de l'argent dans l'entreprise, mais étant peu fortunés, il m'a fallu la rendre et vendre ma fortune qui était toute en bien fond. A cette époque j'ai cherché à lutter, mais il m'a fallu faire ce grand sacrifice de 1888 à 1889 et faire une perte énorme tous les biens fonds étant tombés à très bas prix, ce qui m'a mise

dans une position extrêmement précaire  
et renoncer pour deux de mes filles que j'ai  
encore avec moi, à l'espoir de les établir.

Je suis malheureuse, Monsieur, qu'il  
se soit passé autant de temps depuis que  
mon mari a été obligé d'abandonner  
cette belle exploitation, à plusieurs reprises  
j'ai tenté de m'adresser par l'entremise  
d'amis et de personnes influentes au Gouver-  
nement Canadien pour m'obtenir une —  
indemnité, le priant de prendre en consi-  
dération le développement que mon mari  
a fait à ce pays et les sommes d'argent  
qu'il y a mises. J'ai fait une première  
demande au Marquis de Lesmaitres à  
l'époque où il était Consul de France à  
Québec en 1887, je ne sais si ma demande  
lui est parvenue, je l'ai renouvelée au  
moment où il revenait en France défi-

définitivement. Une troisième a été faite par un ami à un attaché d'ambassade de passage à Paris, puis enfin une quatrième à Monseigneur Lebel Evêque et Ministre à Québec qui de même était venu à Paris où il est mort.

Tous voyez, M. le Député, qu'il y a longtemps que j'ai cherché à faire parvenir ma demande en considération au Ministère de Québec et que je n'en ai jamais eu de réponse. J'ose espérer, M. le Député, que vous ne me refuserez pas votre protection, vos nombreuses relations me permettent d'avoir un peu d'espoir.

Salutations, etc. ....

Signé: L. Mahieu.

Une del. Lemitage,

Cherbourg





d'assistance mutuelle entre les Français  
résidant au Canada. En abordant cette  
tâche, mon but n'était pas seulement de  
soulager quelques infortunes; je me  
proposais surtout de créer entre nos  
nationaux un lien de fraternité,  
susceptible de fortifier en eux  
l'attachement à la terre natale. J'espérais  
aussi, je l'avoue, par cette création,  
susciter chez eux un sentiment d'ordre  
et de discipline morale, dont l'absence  
est pour nous, vis-à-vis de la population  
et des autorités indigènes, une source  
d'embarras.

Grâce au concours des sympathies  
canadiennes, un heureux succès a  
couronné ces efforts. Des offrandes  
nombreuses ont constitué à Québec  
un fonds de secours. Des succursales  
ont été fondées à Trois-Rivières,  
Ottawa, et se ramifieront bientôt, je  
l'espère, dans toutes les villes de  
quelque importance. Mais c'est à  
Montréal, sous les auspices et par les



soins de M<sup>r</sup> Perrault, notre Vice-Consul, que les résultats ont été les plus immédiats et les plus brillants.

Dès le mois de Décembre, les secours, dans cette ville, avaient atteint le chiffre de 1.200 dollars (plus de 6.000 francs). Des fourneaux économiques donnaient du bouillon et de la viande à plus de cent familles françaises, dont les chefs étaient sans ouvrage. Cette initiative de M<sup>r</sup> Perrault est venue très à point pour nous et pour les autorités locales; car les français nécessaires forment à Montréal un groupe nombreux et turbulent, dont les aptitudes révolutionnaires sont incontestables. On les trouve en force dans toutes les manifestations populaires. Plusieurs fois, ils se sont portés à l'Hôtel de Ville, assistés par les mauvaises-têtes des faubourgs pour demander impérieusement du travail. M<sup>r</sup> Perrault m'assure que plus d'un millier d'entre eux sont d'anciens officiers ou soldats de la —

Commune, ayant quitté Paris et la France pour se soustraire aux —  
Conseils de Guerre.

Dans les premiers jours d'Avril, j'ai dû me rendre à Montréal, pour régler avec un constructeur de cette ville, la réception de deux Goëlettes, en construction dans ses ateliers pour notre service maritime. Prévenu de ma visite, le bureau de la Société Française avait eu la pensée de me fêter en famille et de m'adresser au nom de tous nos compatriotes, un —  
témoignage sympathique, justifié, j'ose le croire, par les bienfaits de l'œuvre dont j'ai été l'organisateur. Des résolutions furent passées dans le Comité pour —  
cette réception. Mais à peine ce vote fut-il connu, qu'une excitation —  
singulière se manifesta dans certaine fraction de notre groupe national. Des orateurs circulèrent, déclarant que le moment était venu de faire une —  
démonstration imposante et de —

revendiquer hautement un Droit trop méconnu, celui du rapatriement. —

Suivant ces messieurs, les Français — émigrés au Canada n'avaient trouvé dans ce pays que déceptions, souffrances intolérables, salaires dérisoires. Depuis longtemps, leur unique désir était de retourner en France; mais l'expression de ce vœu ne rencontrait au Consulat de Québec que tiédeur, atermoiements formalistes ou même réponses négatives. Puisque le Consul venait à Montréal, et que la société française voulait lui faire une réception, des délégués — profiteraient de la circonstance pour se faire les interprètes du vœu populaire et lui demander un rapatriement collectif.

À l'appui de cette motion, les vétérans de la Commune invoquaient l'opportunité politique, représentaient l'amnistie comme un droit désormais acquis, et proposaient qu'on demandât au Gouvernement de la République, l'envoi d'un navire spécial

pour réintégrer en France les exilés, —  
victimes des persécutions réactionnaires, si  
mieux il n'aimait utiliser dans ce but  
les deux goëlettes en construction à —  
Montréal, chez M<sup>re</sup> Cantin.

Ces propos, ces dispositions, inquiétèrent  
à bon droit le Comité de bienfaisance.

Il vit que la réunion allait changer  
de caractère, qu'un débat irritant, —  
peut-être un conflit, remplacerait la  
fête de famille. Devant cette perspective,  
il jugea toute manifestation imprudente,  
et le projet de réception fut abandonné.  
Le Président et le Secrétaire vinrent  
m'exprimer leurs regrets. Je crois —  
inutile d'ajouter que j'approuvai leur  
circonspection. D'après les rapports qui  
m'ont été faits, les principaux instigateurs  
de ces menées inconvenantes sont —  
justement ceux qui, pendant l'hiver, ont  
le plus bénéficié des fourneaux économiques.  
Nourris par la Société de Bienfaisance,  
ils savent que je suis l'initiateur de  
cette œuvre, et ce sont eux qui m'accusent



de négliger leurs intérêts, de les laisser languir dans la misère et dans l'abandon, parceque je n'ai pas une flotte à ma disposition, pour les ramener dans la mère-patrie. Si du moins, leurs mauvais procédés et leur ingratitude ne s'adressaient qu'à moi seul, j'en prendrais bien aisément mon parti. Ce qui me préoccupe et m'attriste, à notre point de vue national, ce sont les plaintes qu'ils provoquent par leurs tendances anarchiques et leur fanatisme antireligieux, parmi les classes les plus respectables.

Votre Excellence sait que la population Canadienne est profondément catholique, et que l'influence du Clergé Romain sur elle est prépondérante. Cette autorité n'a rien de blessant, ni de tyrannique, puisqu'elle s'exerce exclusivement sur les consciences et qu'elle respecte les cultes dissidents. Un étranger n'a donc pas besoin de la braver ouvertement, pour s'en affranchir,



puisqu'il peut pratiquer l'irreligion à domicile, sans être troublé par personne. Mais nos émigrants et nos réfugiés n'ont pas trouvé cette liberté suffisante, ils ont froissé les croyances avec une — sorte d'ostentation, raillant publiquement les cérémonies et les pratiques religieuses. Plusieurs, déployant un zèle de — missionnaires, ont fait des lectures — publiques sur le "cléricalisme", — "l'influence des prêtres", "le joug du confessionnal", lectures très réussies — comme diatribes, et dont l'impression ne s'effacera pas de longtemps. Mais le principal grief des Canadiens contre notre immigration française, c'est l'adhésion et l'appui qu'un groupe nombreux de nos compatriotes donne à la propagande d'un prêtre renégat, le père Chiniqui.

Le père Chiniqui est un novateur qui semble avoir pris le Chanoine Dollinger et le père Hyacinthe pour modèles, avec cette nuance, que sa polémique procède par invectives et

par grossièretés. Des prédications, ou  
ce qu'on décore de ce nom, sont un  
tissu d'attaques triviales contre les  
dogmes, la discipline et la morale  
catholiques. Le scandale est son élément,  
pour l'atteindre, il se jette dans de  
vraies saturnales antireligieuses. On  
l'a vu célébrer la messe, suivant  
tous les rites sacramentels, fouler aux  
pieds les hosties puis invoquer ce  
sacrilège devant "ses fidèles" comme  
une preuve contre le sacrement de  
l'eucharistie. Il est triste de penser  
que ce misérable est subventionné  
par une association intitulée "Ligue  
protestante", pour recruter des sectateurs  
parmi la population catholique. Ces  
conversions sont ensuite célébrées dans  
les journaux anglais comme autant de  
triomphes pour l'Évangile et la liberté  
de penser. C'est au Canada la  
violence des haines religieuses. Armé de  
cette force, le père Chiniqui a compris  
bien vite le parti qu'il pouvait tirer

des réfugiés français, groupe aussi besogneux  
qu'hostile à l'Eglise Romaine. Sous ses  
auspices, s'est formée une Société d'assistance,  
dite française protestante, sans aucun  
lien avec la nôtre et poursuivant un but  
anti-catholique. Ses émissaires sont allés  
chez nos compatriotes porter de l'argent  
ou des secours en nature et recruter des  
adhésions à la nouvelle secte. Alors des  
hommes connus pour leur irréligion et  
faisant parade d'athéisme, se sont  
changés tout-à-coup en néophytes fervents,  
assidus aux offices et aux instructions  
du Réformateur. Plusieurs, sous sa  
dictée, ont écrit à l'évêque de Montréal  
des lettres insolentes reproduites dans le  
"Witness", moniteur officiel du  
Chiniquisme, pour informer le monde  
que, touchés par la grâce divine, ils  
abjuraient les erreurs du Catholicisme.  
Indignes comédies, où l'impiété vénale  
semble insulter à la fois toutes les religions!

Il m'est pénible de les signaler à  
Votre Excellence, mais je ne puis —

passer sous silence des faits si publics et  
si compromettants pour notre dignité  
nationale. L'effet en est d'autant plus  
malheureux, que les Canadiens sont  
restés français de cœur et que les  
scandales causés par notre colonie  
française, troublent chez eux le  
culte de l'ancienne patrie.

Veuillez agréer les assurances  
de la respectueuse considération  
avec laquelle j'ai l'honneur d'être,  
Monsieur le Marquis,  
de Votre Excellence,  
le très-humble et très-  
obéissant serviteur.

A Lévis

### **Document 3 – Traduction partielle**

*Extrait du rapport du commissaire pour l'Agriculture et les Travaux Publics pour l'année finissant le 30 juin 1874*

#### **Rapport de M. J. A. Chicoine sur l'établissement de la compagnie franco-canadienne à Metgermette**

A l'honorable P. Garneau, commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics

Monsieur, j'ai l'honneur de vous soumettre le rapport de la visite que vous m'avez ordonné de faire par votre lettre datée du 20 novembre dernier, à l'établissement de la Compagnie franco-canadienne dans la localité de Metgermette.

Cette compagnie dont Monsieur Vannier est directeur a pour un de ses objectifs la colonisation de certains cantons en Beauce et à Dorchester, par des immigrants français. [...]

Quatre familles françaises, comptant 9 personnes au total, résident là comme colons depuis le printemps dernier. Le nombre de personnes employé actuellement par la compagnie est de 77, sur lesquels 73 sont canadiens et étrangers à la colonie.

Les arbres de la forêt dans le canton de Metgermette m'apparaissent très bons et de d'espèces diverses. L'épinette blanche et le bouleau dominant ; dans certains endroits on trouve de magnifiques bosquets de cèdres d'un excellent bois très solide. Au-delà du bout du lac d'Abenaqui il y a un certain nombre de bons pins, de frênes et d'épinettes rouges ; cet endroit étant à la frontière des Etats-Unis ; la frontière abrite de magnifiques cabanes à sucre dans lesquelles plus de 60 personnes sont employées tous les printemps pour la fabrication du sirop d'érable.

Cet endroit m'est apparu comme étant bien adapté à la colonisation. A côté du lac principal d'Abenaqui, il y a trois autres lacs nommés : Petit Abanaqui, Saint-Jean, et Petit Saint-Jean. Les deux derniers se jettent dans la rivière Saint-Jean, qui forme la limite du canton. Ces plans d'eau sont bordés de hauteurs bien adaptées à l'agriculture. Ces terres, qui peuvent être facilement drainées ne peuvent manquer d'inciter fortement les colons à s'installer. Le lac principal d'Abenaqui, d'une agréable forme ovale, mesure 32 acres de long et 17 de large ; sa profondeur moyenne est de 15 pieds. C'est sur la rive gauche que le village envisagé est marqué ; il sera admirablement situé. [...]



*Extrait du rapport du Commissaire Des P. Agric.  
3<sup>e</sup> Travaux Publics pour l'année finissant le  
30 juin 1874*

122

12

## REPORT OF Mr. J. A. CHICOINE

### ON THE ESTABLISHMENT OF THE FRANCO-CANADIAN COMPANY IN METGERMETTE.

*To the Honorable P. GARNEAU, Commissioner of Agriculture and Public Works.*

SIR,—I have the honor to submit the report of a visit which you instructed me to make, by your letter dated 20th november last, to the establishment of the Franco Canadian Company, in the township of Metgermette.

This company, of which M. Vannier is manager, has for one of its objects, the colonization of certain township in Beauce and in Dorchester, by french immigrants. It began its operations in November 1873, on the borders of lake Abenaki. It had to open up from the first a road through the forest, to the spot selected for the site of its first village, and it made use for such purpose, of an old sugar bush road, opening up also a new road over a mile in length. The first work which followed was the construction of a bridge on the Abenaki river ; this bridge, about 60 feet long, is 16 feet wide in its narrowest parts, and rests on two abutments in cedar wood squared and dove-tailed in ; the paving is made of squared spruce timber. Immediately below this bridge is a saw-mill, a building three stories high, 60 feet long and 40 wide, solidly constructed out of timbers a foot square. The furnishings are complete ; two sets of gang saws, of 12 saws each, are put in motion by a large water wheel ; the other saws, and the rest of the machinery, are worked by a turbine wheel, 65 horse power.

This mill is situated at the mouth of lake Abenaki, the waters of which supply the necessary power. At the discharge of the lake, a dam has been constructed, which raises the water four feet and has much increased, the water power ; consequently turning the whole lake into an immense reservoir, from which the necessary water is taken as needed.

The discharge of the lake forms what is called the Abenaki river, which at the end of 12 miles, falls into the Famine river ; this in its turn, falls into the Chaudière river ; it is through these various streams that the company intends floating down its timber and lumber as far as Quebec, to be there shipped to France.

Besides the mill, the company has constructed various buildings, numbering 14 in all, some being used as shanties for the labourers, others as carpenters and black smith's shops, stores, &c. One of these constructions is used as a stable, containing 14 large stalls, to which a granary is attached. The largest of these buildings measure 32 feet by 30, and the smallest 16 by 20 feet. There are seven houses built. One, near an oven, is used as a bakery ; the others are occupied by families. Two of these houses measure 16 feet by 20, and the others 20 feet by 24 ; five more houses are being built, besides an ice house 26 feet by 18.

Four french families, numbering 9 persons in all, are residing there as settlers since last spring. The number of persons employed actually by the company is 77, out of which 73 are canadians and strangers to the colony.





The forest trees in the township of Metgermette appeared to me very fine and of varied kinds. White spruce and birch prevail ; in certain spots there are beautiful cedar groves of excellent sound wood. Above the head of Abenagui lake there are a certain number of fine pines, ash and tamarack ; that part bordering on the United-States ; frontier contains beautiful maple sugaries, in which over 60 persons are employed every spring sugar making.

This spot has appeared to me quite suited to colonization. Besides the main Abenagui lake, there are three other lakes called : small Abenagui, St. John, and Little St. John. The two latter fall into the St. John's river, which here forms the boundary line. These sheets of water are bordered by heights of land well suited for agricultural purposes. These lands, which can be easily drained, cannot fail to offer great inducements to settlers. The main Abenagui lake, of a pleasant oval form, is 32 acres in length and 17 in width ; its average depth is 15 feet. It is on the left bank that the proposed village is marked ; it will be admirably situated.

Five streets come down to the lake ; the centre one, on which the church will be constructed, as well as the school, and work shops, will be 100 feet wide. Already, about 6 arpents in length have been opened up in this line, and of the above mentioned width. The other streets will be 60 feet wide. One of them, which borders on the lake, is already opened for a length of 18 acres. According to the plan proposed, a house is to be constructed at every acre, to which a garden of two superficial acres is to be attached.

100 acres of land have already been cleared around the mill and the other buildings ; out of this superficies, about 19 acres still want cleaning up, leaving 81 acres ready to sow down next spring ; besides which there are 56 acres *brushed off*. Moreover, the superficies of the land, cleared for the streets of the future village, forms about 11 acres.

Seven acres of land were sowed last spring, but too late, as a rule, to secure a paying crop. What was sown in good time gave good results. Out of these seven acres, two were sown with garden produce.

Around the building used as an office, the soil has been cleaned, pulverized and under-drained with stones, which has dried the spot, made it healthy, and will allow it to be sown quite early next spring. So far the company has worked under circumstances more or less disadvantageous, from want of proper communications. A distance of about 14 miles had to be crossed through the forest, by means of the small bush road which I have mentioned above, from the concession of St. Nicholas, to lake Abenagui. It was through this road that all the tools had to be carried up, as well as the provisions and the machinery for the mill, one of which, the turbine, weighed no less than 3600 lbs. These disadvantages will disappear now that the company is opening up a road from lake Abenagui to the Watford road ; this by-road is  $8\frac{3}{4}$  miles long. The trees have been pulled up a breadth of 22 feet, besides which an opening has been cut down ten feet on each side, giving to the road a width of 42 feet ; to complete it, a few stones and roots have still to be removed, and ditches to be made. The bridge which is to cross the Abenagui river, about the centre of this road, is already contracted for, and is to be constructed on the model of that built near the mill.

The distance from Quebec to Mr. Vannier's colony is 80 miles ; the road leading to it is every where fit for wheeled vehicles, with the exception only of the newly opened part above described, which requires levelling and draining.



The completion of the Levis and Kennebec Railway promises very soon to reduce considerably this distance, since it is to pass in the vicinity of the establishment. In a few days it will be opened as far as Ste. Marie, which will be of an immense advantage to the colony.

In concluding, I must say that, seeing what has been done, and the serious manner in which the enterprize is conducted, we may expect much from the future of this colony.

The whole respectfully submitted,

J. A. CHICOINE,

Colonization Agent.

St. Hyacinthe, 4 December 1874.





*Extrait du rapport du Commissaire des Travaux Publics et de l'agriculture pour la Province de Québec, année finissant le 30 juin 1875 - 08*

## SPECIAL REPORT

OF

**MR. E. MOREAU,**

DIRECTOR OF COLONIZATION,

UPON A

### VISIT OF INSPECTION TO THE COUNTY OF BEAUCE.

#### THE FRANCO CANADIAN SETTLEMENT IN METGERMETTE.

On the 10th September last. I visited Metgermette north, where Mr. Vannier has planted the beginning of a french colony, with the hope of extending it to the neighboring townships of Watford and Metgermette south, Risborough and others. Leaving St. George, at the South. Eastern extremity of the county of Beauce, and the last parish both canonically and civilly erected, I took the St. Antoine and Watford colonization road, which joins the county of Beauce to that of Dorchester and crosses the township of Watford till it reaches the township of Langevin. I found the portion of this road traversed by me, in good order, very well fitted for travel and pretty well kept. The lands on each side had been taken up, and a good number of lots are already occupied, and upon the rest, the clearances exacted by law have been made. Everywhere, the crops looked well.

About three miles below the place where the *Little Abenakis* falls into the *Grand Abenakis*, in the township of Watford. I left the St. Antoine road and took the new road opened by Mr. Vannier in a south eastern direction.

This route is  $8\frac{1}{2}$  miles in length, from the St. Antoine concession or St. Nicholas to the Vannier settlement.

Mr. Chicoyne who was specially sent to visit the Colony, said in his report dated the 4th December 1874. "Upon this road, the trees have been pulled up "a breadth of 22 feet, besides which an opening has been cut down ten feet on "each side, giving to the road a width of 42 feet; to complete it, a few stones "and roots have still to be removed, and ditches to be made. The bridge which "is to cross the Abenaki river, about the centre of this road, is already contract- "ed for, and is to be constructed on the model of that built near the mill."

Since Mr. Chicoyne's visit, a solid bridge has been build on *la Petite Abénakis*; about thirty men are now at work, completing the road which Mr. Vannier expects to make fit for carriages, by this fall if the season is favorable.





I observed that this route, with hardly any deviations, passes through a smooth country of easy traffic. The water course from the *Grande Abénakis* which it skirts through a long distance, is floatable, with good banks, and thus offers real advantages to the settlers.

From the Watford road to Little Abenakis, the forest is of second growth, easily rooted up. The original forest was burnt down about twenty years ago, and the half rotten trunks are lying on the ground, covering it with a fruitful coating. The young trees, straight, very tall and very close together, testify to the richness of the soil in which they grow.

This road will be also of great utility for colonizing the ranges in the township of Watford which it traverses, where there are still a great many lots to be conceded and whose value is thus increased.

As Metgermette is neared, by the size of the trees, one knows that the virgin forest is being reached.

At a distance of about a mile from the colony, I noticed in places, some rocks and hills of small elevation which could be easily avoided by deviating a little from the actual line of road.

After traversing through nine miles of bad road in which the trees only have been removed, and over which we often had to go on foot, the eye rests with satisfaction upon the Metgermette settlement, upon the fine lake that bathes its feet and the hills of graceful outline that environ it.

I will again cite Mr. Chicoyne's report :

" This company of which Mr. Vannier is manager has, for one of its objects, the colonization of certain townships in Beauce and in Dorchester, by french immigrants. It began its operations in November 1873, on the borders of lake Abenaki. It had to open up from the first a road through the forest, to the spot selected for the site of its first village, and it made use for such purpose, of an old sugar bush road, opening up also a new road over a mile in length. The first work which followed was the construction of a bridge on the Abenaki river; this bridge, about 60 feet long, is 16 feet wide in its narrowest part, and rests on two abutments in cedar wood squared and dove-tailed in; the paving is made of squared spruce timber. Immediately below this bridge is a saw-mill, a building three stories high, 60 feet long and 40 wide, solidly constructed out of timbers a foot square. The furnishings are complete; two sets of gang saws, of 12 saws each, are put in motion by a large water wheel; the other saws, and the rest of the machinery, are worked by a turbine wheel, 65 horse power."

" This mill is situated at the mouth of the Abenaki, the waters of which supply the necessary power. At the discharge of the lake, a dam has been constructed, which raises the water four feet and has much increased the water power; consequently turning the whole lake into an immense reservoir, from which the necessary water is taken as needed."

" The discharge of the lake forms what is called the Abenaki river, which, at the end of 12 miles, falls into the Famine river; this in its turn, falls into the Chaudière river; it is through these various streams that the company intends floating down its timber and lumber as far as Quebec, to be there shipped to France."





" Besides the mill, the company has constructed various buildings, numbering 14 in all, some being used as shanties for the laborers, others as carpenters and black smith's shops, stores, &c. One of these constructions is used as a stable, containing 14 large stalls to which a granary is attached. The largest of these buildings measures 32 feet by 30, and the smallest 16 by 20 feet. There are seven houses built. One, near an oven, is used as a bakery; the others are occupied by families. Two of these houses measure 16 feet by 20, and the others 20 feet by 24; five more houses are being built, besides an ice house 26 feet by 18.

" The forest trees in the township of Metgermette appeared to me very fine and of varied kinds. White spruce and birch prevail; in certain spots there are beautiful cedar groves of excellent sound wood. Above the head of Abenaqui lake on the United-States frontier there are beautiful maple sugaries, in which over 60 persons are employed every spring in sugar making.

" This spot appeared to me quite suited to colonization. Besides the main Abenaqui lake, there are three other lakes called: small Abenaqui, St. John, and Little St. John. The two latter fall into the St. John's river, which here forms the boundary line. These sheets of water are bordered by heights of land well suited for agricultural purposes. These lands, which can be easily drained, cannot fail to offer great inducements to settlers. The main Abenaqui lake, of a pleasant oval form, is 32 acres in length and 17 in width; its average depth is 15 feet. It is on the left bank that the proposed village is marked; it will be admirably situated.

" Five streets come down to the lake; the centre one, on which the church will be constructed, as well as the school, and work shops, will be 100 feet wide. Already, about 6 arpents in length have been opened up on this line, and of the aboved mentioned width. The other streets will be 60 feet wide. One of them, which borders on the lake, is already opened for a length of 18 acres. According to the plan proposed, a house is to be constructed at every acre, to which a garden of two superficial acres is to be attached."

Since Mr. Chicoyne's visit several other buildings have been put up, among others a very fine looking house, on the borders of the lake, which Mr. Vannier reserves for his family and a provisional house of refuge, solidly, but at the same time elegantly, built, measuring 256 feet in length and capable of easily lodging and sheltering easily 20 families.

The superficies of land cleared is 450 acres. Mr. Vannier sowed 38 bushels of oats and 52 of potatoes this year, which promise a most abundant harvest. He also experimented in sowing several kinds of corn, samples of which he had brought from France and Belgium. He hopes to acclimatize also the colza and other oil plants, with which he has experimented. Until there are better means of transport these products, of relative large value as they are of small volume, may benefit the settlement. Mr. LeBreton, a colonist of french origin, successfully cultivates all the seed and grass plants suitable to our climate.

By next spring, not less than 450 arpents, now cleared, of which the lumber has been piled and burnt, will be under cultivation, which will increase the present agricultural yield ten fold.

Colonization, from the point of view of the interest of our country, has greatly profited by the enterprise attempted by the Franco Canadian Company. I cannot exactly give the figures of the expenditure in the colony; I think I can value it at least at fifty thousand dollars (50,000.00.) This large sum of money





came from France to be expended amongst us, principally among the inhabitants of the frontier, who, being wood choppers, finding good wages at hand, abandoned the american lumber establishments, to the great advantage of their temporal and spiritual concerns.

Mr. Vannier employed, on an average, fifty men, sometimes more, sometimes less. At the time of my visit Mr. Vannier had only twenty men in his employ, the harvest detaining the majority of the workmen at home, they being all (*habitants*) farmers of the neighboring parishes. I have since learnt that there are more than fifty men engaged to work at clearing the lands and on the road of which I have spoken.

Mr. Vannier found within the radius of his clearance and on the road, that he is opening up at his expense, about 11,000 logs of tamarac, white and black spruce and pine, of good quality, which he will be able to float down next spring.

The number of settlers is very small, about a dozen of french origin and twenty or so Canadians, at which we must not be surprised: the bad roads and the hardships to be met in the work of clearing, would require so much courage and endurance.

A good many french and canadian families are however only waiting for the winter roads, which are much more easily travelled over, to go and settle in the colony.

Mr. Vannier is energetically carrying on his work. The settlements of Scottstown and Ditton or *de la Patrie* founded, with the exception of a few changes, according to the prospectus published in *L'Opinion Publique*, in December 1873, and where success is so very apparent, give him every hope of good results. In addition to this, the early passage of the Kennebec railway, either at Metgermette or at a short distance from it, giving him means of transport for his hard wood, will confirm the partners in his conclusions as to the large profits to be realized either at Quebec or in European markets.

From the Metgermette settlement, I went by a sugary road as far as the river St. John on the frontier of Maine, a distance of about five miles. On this whole length of road, the soil appeared to me to be very rich, although slightly broken. The trees, especially the birch and cedar, frequently measure from three to four feet in diameter at the base. This portion of the township to the south east of lake Abenakis, is the region of maple groves. From the height is seen, as far as eye can reach, a sea of verdure, whose every wave is a maple with a large and heavy head, undulating in the breeze, with the long and prolonged murmur, which breaks so agreeably upon the ear of a Canadian.

I hesitate not in saying that this portion of the township is the most advantageous for agriculture. In the *bottoms* cedars abound and every where they are fine, straight, large and strong. A black mould mixed with grey sand promises fine crops and fertile grass lands.

Settlers in Maine are eagerly awaiting the opening up of a road of communication with Mr. Vannier's settlement.

This notice would be incomplete if I were not to follow it by a very well written article that appeared in *La Minerve* of the 11th of January last "on french capital in Canada," in which are contained excellent remarks concerning the establishment at Metgermette, and on the probable chances of success offered to the public.





---

"FRENCH CAPITAL IN CANADA."

"Our readers have for a long time been cognizant of the undertaking of the franco-canadian forest company, which for several years past, has been opening up in this Province certain portions of our forests, in the Counties of Beauce and Dorchester. This enterprise, under the management of Mr. Vannier, a french manufacturer of known talent and enterprise, has already achieved marvellous results. Large and very important works have been carried on in this region, so rich and well fitted for trade in timber, and the saw mills, established by the company, work marvellously. The Government of Quebec, which always actively endeavors to encourage colonization and the clearing of our forests, favored and assisted, as much as in their power, the work of Mr. Vannier's company, sustained by french capitalists. The territory now worked upon by him was conceded to him on favorable terms. Those who have visited the Beauce valley, that privileged country, in which are found the finest forests in Canada, know that the success of the undertaking has surpassed general expectation.

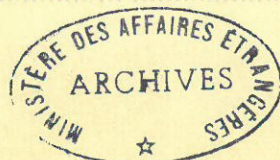
"The change operated in this fine forest region in such a short time is really marvellous, and the description given in a french paper, which is reproduced a little further on, is by no means exaggerated: on the contrary, it is a success, and we can only hope that this example will be imitated. We have resources which only require intelligent working to enrich both those who undertake it and the province itself. We, in this one province of Quebec, have a territory as large as France, which is covered for the most part with virgin forest and furnishing timber for building of the richest and most valuable kind."

"Mr. Vannier's enterprise has served to make our country known to France in this respect. The Beauce company has just placed in the Paris market, 2,000, additional shares of stock, which, no doubt will be promptly taken up. The success that has attended the operations of this company up to the present, and the truly extraordinary advantages offered to the forest industry in this province, guarantee before hand the success of this issue. The interests and progress of our country are not the only reasons that make us wish to see this enterprise favored by french capitalists. We earnestly wish to see our commercial industrial and financial relations with France, much more extended and french capital here rivalling that of England."

"Canada is a well situated country, presenting all the guarantees that are not found in other regions of the american continent. The checks and losses that industrial companies and even certain governments of America have occasioned European capitalists during these later years, have, with good reason, made the latter distrustful and have discouraged foreign loans. Canada, unknown to many in France, and the rest of Europe, should not suffer from the dishonesty or extravagance of its neighbors, with whom it would be unjust to confound it. It should be judged by its past and by its resources that have been well appreciated by all who have visited it. For this reason we think that the following reflection of the *Courrier des Etats-Unis*, accompanying the circular of the franco-canadian company soliciting new shares a little hazardous."

"It is always a serious matter to place french capital in a foreign loan, and our compatriots are warned not to venture it without proper information. We do not know whether the operations in question have a sufficiently firm basis to inspire confidence, we content ourselves at present with hoping that the savings, accumulated by hard work, will not become the prey of speculators."

"The *Courrier* is in a position to be well aware of what should be said on this point and not to confound us with the United-States or Honduras: the one





with its railroads to the moon and the other with its fraudulent official loans ; and we are surprised at seeing it giving vent, on the subject of the Beauce project, to suspicions which will have all the more force in France, as they come from a source that will be thought to be well versed in the matter. We do not wish to become surety for the future success of the operations of the Vannier company ; but what we will assert without fear is that this success is assured, if the future will be equal to the past, and that the forest industry of Canada only requires to be well managed to give the most satisfactory results. ”

“ As far as moral guarantees are concerned, Canada can rival the best countries in Europe. Our people are honest, and hate fraudulent industries so much carried on in the United-States ; and our government has a credit and a respectability which are unblemished ; these are strong guarantees to persons interested in undertakings protected by it. French capitalists have nothing to fear here. The example of english capitalists, who have had for more than a century the monopoly of our financial market, and who have always found it a good one, should be sufficient to reassure the most timid in this respect.”

“ This is the manner in which a Paris journal announces the issue of the new stock in the Vannier company.”

“ The franco-canadian company, an unincorporated company established under a deed passed before Mr. Duplan, notary at Paris, issued, from the 5 to the 10 December, 2000 shares of stock of 500 francs each.”

“ This company is established for the opening up and colonization of 129,000 hectares of public forest land, granted by the Government of the Province of Quebec (patent dated 23 October. ”)

“ The advantage of a forest is that it always remains virgin until the most advanced period of time ; it is only in the vegetable world that the virgin increases in value by becoming older.”

“ Canada (need I say it) is it not one of those regions of fancy, that have been sometimes used to gull the public. The treaties with Canada are made in the name of the Queen of England, and are in consequence, certainly serious.”

“ The forests of the franco-canadian company are situated in the counties of Beauce, Dorchester and Rimouski.”

“ The land was taken possession of, by the first of November 1873.”

“ Large works and buildings, such as damming a lake, canal, bridges, drains, large saw-mill on a fall of five metres high, moved by a turbine of 65 horse-power ; houses for the overseer and settler's stores, to the number of over forty tenements, a road of 14 kilometres in length by 12 metres in width, timber cut down, clearings made, sowing, &c., having cost about 300,000 francs, have been executed and performed in this concession, which from this out will give returns. ”

“ The various kinds of timber, to the number of over twenty useful sorts, which fill these forests are those most used in house and ship building, such as larch, white and red spruce, oak, elm, ash, maple, cedar, beech, walnut, &c.”

The expenditure and receipts are estimated at :

Total expenditure.....	6,550,000 fr.
Total receipts.....	11,350,000 fr.



"After the first eight years, there will remain only ten instalments to pay in four years, altogether about 200,000 francs. The settlement and colonization duties as well as the buildings required by law, will be completed, there will be nothing further to be done but to carry on the works, which at the rate of a million francs of expenditure per annum, will yield at least two millions, leaving one million of actual profit, but by calculating only for one million per annum the net profit of 50 years, the term of the company's charter, will come to be 46,800,000 francs."

"In the above work and calculations the expenditure was intentionally exaggerated and the receipts placed at the lowest figures, so as not to create any deception."

"Now, it is well known that the wooded countries of Europe are rapidly losing their finest trees, and this to such an extent as to engage the serious attention of political economists:—That North America is thinking of taking precautions against the too rapid cutting away of its forests, which are converted into arable lands; that it takes 150 years to produce a tree fit for commerce, and that not one tenth part of those every year destroyed are replaced, that from henceforth the price of timber must go on increasing, and that, commencing at a low figure the revenue of the franco-canadian company must advance to a more increased figure."

"Hence a future that can be estimated and the assured success of the franco-Canadian Company."

"A new element of prosperity will shortly be added by the passage through the company's land of the Levis and Kennebec railroad, now open for one third of its length and which is to be completed in 1876."

"It is to pass at from 2 to 3 kilometers from the Metgermette settlement, with which it will be promptly connected, and will necessarily increase ten fold the value of the lands."

"The telegraph is to be extended to the offices of the Company at Metgermette."

"The board of management of the franco-canadian Company is composed as follows:

"Messrs. EUGENE MAHEU (of Cherbourg), president of the Northern timber syndicate in France, by french ports; FOURNIER, civil ingenier, ex-pupil of the polytechnic school; PEYRUSSE, general secretary of the Charentes railway; E. UZAC, of the farm of Guz & Co. (of Bordeaux.)"

Several persons of high standing,—Mr. Larochelle member for Dorchester, Mr. Dulac, member for Beauce, who both very closely watch over the interests of their respective counties, Messrs. A. N. Montpetit, Charles Baillargé, Benj. Globensky of Quebec, and Messrs. Bussière, Moisan and the two Messrs. Proulx, of St. George, all having a lively interest in the colonization of the country and in the working of our forest industries, had accompanied me to Metgermette. They returned enchanted with the richness of the soil and the abundance of its industrial and commercial resources. The very cordial reception given us by Mr. Vannier the manager of the settlement, gave additional zest to this good impression.

On returning, the inhabitants gave us a sort of an ovation. Mr. Dulac prepared the agreeable surprise of the inauguration of a splendid bridge over





the "Famine river." A large number of citizens of the parish of St. George and its neighborhood, being collected at this place, the Mayor, Mr. Jean Morin and Mr. A. Paquet, were pleased to present me with the following address :

To E. MOREAU, Esq.,

*Secretary and Director of Colonization in the Department of Agriculture and Public Works.*

SIR,

We learnt with very great pleasure that the government had delegated you to visit our remote settlement, to estimate the value of the colonization works executed in this county, and the application of the sums voted by parliament to assist us. We are happy to thank you on the Famine Bridge, which attests the generosity of the present government.

We were obliged to build it with economy but made it solid and strong, thus fulfilling the two ends that were in view : first that of meeting the necessities of colonization and secondly that of recalling to the memory of several generations the gratitude due to the government.

Your interest in Colonization has made you personally known to us here : we have already been for a long time under obligations to you, for your great kindness shown us in many occasions.

Please accept this address of to day as an evidence of our thankfulness to the Government and at the same time of our esteem and affection for you.

JEAN MORIN,  
Mayor.

A. PAQUET,  
Secretary, St. G. M. C.

St. George, Beauce, 9 September 1875.

I replied to this address in very few words endeavoring to lay great stress on the merits of the Government, who have deeply at heart the interests of colonization and the safety and protection of the settlers. I said a few words also of Mr. Dulac, whose zeal, labor, energy and ability, greatly contributed to the erection of this bridge, which is of fine and solid construction, and is so useful, not to say indispensable to a large majority of the inhabitants of the neighboring townships.

Thence, we were invited to the houses of several citizens and friends who received us with the utmost generosity and kindness.

On the whole, our excursion to Metgermette and St. George, will be classed as among our most pleasant recollections.

#### COLONIZATION ROADS IN BEAUCE.

We left St. George, taking the direction towards Lambton on the splendid lake St. Francis ; after traversing a very rolling country, offering most charming and varied scenery, we reached Lambton, where we were very well received,

#### **Document 4 – Traduction partielle**

*Extrait du rapport au commissaire des Travaux Publics et de l'agriculture pour la Province de Québec, année finissant le 30 juin 1875*

##### **Rapport spécial de M. E. Moreau, directeur de la colonisation, à propos d'une visite d'inspection dans le canton de Beauce.**

La colonie franco canadienne de Metgermette

J'ai visité le 10 septembre dernier Metgermette Nord, où M. Vannier a installé le début d'une colonie française, avec l'espoir de l'étendre aux cantons voisins de Watford et Metgermette Sud, Bisborough et d'autres. En quittant Saint Georges, à l'extrémité sud-est du canton de Beauce, et la dernière paroisse érigée canoniquement et civilement, j'ai pris la route de la colonisation de Saint-Antoine et Watford qui rejoint le canton de Watford à celui de Dorchester et croise le canton de Watford jusqu'à ce qu'elle rejoigne le canton de Langevin. J'ai trouvé cette portion de route que j'ai empruntée en bon ordre, très adaptée au voyage et assez bien tenue. La terre de chaque côté avait été relevée, et un bon nombre de lots était déjà occupés et pour le reste, les espaces dégagés précisés par la loi avaient été faits. Partout, les champs paraissaient bons.

[...]

Depuis la visite de M. Chicoine, un pont solide a été construit sur la petite Abénakis ; environ trente hommes sont maintenant au travail pour construire la route que M. Vannier espère être adaptée aux calèches, pour l'automne, si la saison est favorable.

J'ai observé que cette route avec très peu de déviations passe à travers une région douce de circulation facile. Le cours d'eau la Grande Abénakis qui s'écoule sur une longue distance est navigable, avec de bonnes rives et offre ainsi des avantages réels aux colons.

De la route de Watford à la petite Abenakis, la forêt est jeune, facilement déracinable. La forêt originale a été brûlée il y a environ vingt ans et les troncs en décomposition recouvrent le sol en le fertilisant. Les jeunes arbres droits, très grands et resserrés témoignent de la richesse du sol dans lequel ils poussent.

Cette route sera aussi d'une grande utilité pour coloniser les étendues dans le canton de Watford qu'elle traverse, où il y a encore de nombreux lots à attribuer et dont la valeur est ainsi augmentée.

On sait qu'on approche de Metgermette à la taille des arbres de la forêt encore vierge.

A une distance d'à peu près un mile de la colonie, j'ai remarqué à quelques endroits des rochers et des collines d'une petite hauteur qui pouvaient être facilement évitables en déviant quelque peu l'actuel tracé de la route.

Après avoir traversé neuf miles d'une mauvaise route sur laquelle seuls les arbres ont été enlevés, et sur laquelle il fallait souvent aller à pieds, le regard se pose avec satisfaction sur la colonie de Mertgermette, le beau lac qui baigne ses pieds et les collines qui se profilent autour.

Je citerai encore le rapport de M. Chicoine :

« Cette entreprise dont M. Vannier est le directeur a pour un de ses objectifs, la colonisation de certains cantons de Beauce et à Dorchester, par des immigrants français. » [...]

La colonisation, du point de vue de l'intérêt de notre pays, a beaucoup profité de l'entreprise tentée par la compagnie franco canadienne. Je ne peux pas donner les chiffres des dépenses dans la colonie ; je pense pouvoir les évaluer à au moins cinquante mille dollars. Cette grande somme d'argent est venue de France pour être dépensée chez nous, principalement parmi les habitants de la frontière, qui, étant bucherons, trouvant de bons salaires près de chez eux, ont abandonné les établissements américains de bois de gros œuvre au grand avantage de leurs préoccupations temporelles et spirituelles. [...]

Le nombre de colon est très faible, environ une douzaine d'origine française et plus ou moins vingt Canadiens, ce qui ne doit pas surprendre : les mauvaises routes et la difficulté du travail du défrichement nécessite beaucoup de courage et d'endurance.

Un bon nombre de familles canadienne et française n'attendent que les routes hivernales, sur lesquelles on voyage beaucoup plus facilement, pour aller s'installer dans les colonies. [...]

Cette notice serait incomplète si je ne suivais pas un article très bien écrit qui est paru dans La Minerve le 11 janvier dernier sur « La capitale française du Canada » dans lequel on trouve d'excellentes remarques concernant l'établissement de Metmergette et sur les chances probables de succès offert au grand public. [...]

« L'entreprise de M. Vannier a servi à faire connaître notre pays en France à cet égard. La compagnie Beauce vient juste de placer sur le marché de Paris 2 000 actions supplémentaires, qui seront sans aucun doute vite parties. Le succès qui était au rendez-vous depuis le début dans les opérations de cette compagnie, ainsi que les avantages réellement extraordinaires offerts par l'industrie forestière dans cette province, garantissent dès le début son succès ; les intérêts et le développement de notre pays ne sont pas les seules raisons qui nous font espérer la faveur des capitalistes français. Nous souhaitons honnêtement voir nos relations commerciales et industrielles avec la France beaucoup plus approfondies et la capitale française rivaliser avec celle de l'Angleterre.

[...] Un nouvel élément de prospérité sera ajouté bientôt par le passage à travers les terres de la compagnie, du chemin de fer de Levis et Kennebec, maintenant ouvert pour un tiers de sa longueur et qui sera terminé en 1876. Il doit passer à 2 ou 3 kilomètres de la colonie de Metgermette avec laquelle il sera rapidement connecté, ce qui augmentera nécessairement dix fois la valeur des terres. Le télégraphe doit être étendu jusqu'aux bureaux de la compagnie de Metgermette .

Le conseil d'administration de la compagnie franco canadienne est composé des personnes suivantes :

Messieurs Eugène Maheu de Cherbourg, président du syndicat des bois du Nord en France, par les ports français ; Fournier, ingénieur civil, ex-élève de l'Ecole Polytechnique ; Peyrusse, secrétaire général des Chemins de fer de Charente ; R. Uzac, de la ferme de Guz et Cie. à Bordeaux. »



Ministère  
des  
Affaires étrangères

Direction  
des  
Affaires Politiques

Sous-Direction  
du Nord

n<sup>o</sup>. 1

Demande Mahieu.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE 21

Paris, le 5 Janvier 1895

FEV 14 1895

à classer

Arrivée No. 234
Consulat General de France
FEB 15 1895
Chancellerie.
Départ No

Monsieur, Vous avez bien voulu, le 17 du mois dernier, me transmettre les renseignements que vous avez recueillis au sujet d'une requête, formée par la Dame Mahieu, à l'effet d'obtenir du Gouvernement canadien une indemnité, en raison de dommages subis par son mari, dans une exploitation.

Monsieur Kleczkowski  
Consul Général de France

à Montréal





forestière.

Je vous remercie de ces informations  
que j'ai communiquées à l'intéressée  
et à M. le Préfet de Cherbourg, qui  
m'avait recommandé sa requête.

Selon votre désir, je vous restitue,  
ci-joint, la pièce qui était annexée  
à votre communication précitée.

Recevez, Monsieur, les assurances  
de ma considération très distinguée.

Pour le Président du Conseil, Ministre  
des Affaires étrangères, p. i., Le Conseiller  
d'Etat, Directeur :

*Amour*



Québec, 28 nov. 1894.

Cher Monsieur,



Je vous envoie ci-joint rap-  
-ports du Département de l'Agricul-  
-ture & des Travaux publics (1874-  
1875) dans lesquels il est ques-  
-tion de l'exploitation de l'Etat-  
-mette. Je vais tâcher d'obtenir  
des copies des ordres en conseil des  
23 octobre 1873, du 21 décembre 1874, du  
2 mai 1876, du 25 janvier 1877, du  
25 octobre 1877 et du 3 juillet 1878, re-  
-latifs à cette exploitation. Je connais  
l'existence de ces pièces par des re-  
-cherches faites, ce matin même,  
au département des Terres de la  
Couronne. On m'a dit, dans le monde,

que M. V. — avait agi peu judi-  
-cieusement dans l'emploi des deniers  
qui lui avaient été confiés, et qu'il  
manquait évidemment d'expérience.  
Je crois que Son Honneur le Lt.  
Gouverneur Chapleau et Monsieur  
Paul de Cazes, à Québec, ainsi  
que Monsieur A. - N. Montpetit,  
à Ottawa, sont passablement  
au courant de tout ce qu'a fait  
M. V. — dans cette région.

Le gouvernement a fait faire  
quelques milles de chemin de ce  
côté, — rien de très dispendieux  
je crois.

---

Je viens de voir M. E. Moreau  
qui me dit que Monsieur  
Charles Paillargé, ingénieur  
de la cité de Québec, est très



renseigné sur l'exploitation Mahieu - Vannier, et -  
Lui et M. Montpetit sont les plus renseignés qu'il  
connaisse relativement à cette affaire.

M. Albus Lefèvre, de Versailles, ex -  
Consul général de France en Canada, a, je crois, acquis  
quelques terrains de ce côté, et s'est, dans le temps,  
rendu sur les lieux. Enfin M. H. Bouffard, curé  
de St-Zacharie (Beauce) devrait pouvoir vous dire  
ce qui a pu être fait par la Compagnie française  
relativement à des constructions d'églises ou d'écoles. Je  
ne crois pas que M. Vannier ait employé ses fonds à  
autre chose qu'à la construction d'un moulin & de  
quelques maisons et ou autres bâtiments pour l'usage des colons  
et au défrichement d'une certaine quantité de terrains.  
Il ne reste pas un seul colon Français dans la localité.  
Il y a ici, à Québec, me dit-on, un M. Gelly,  
Français de France, qui possède une maison à Ste-  
germette. C'est probablement le seul propriétaire Français  
du Canton. Je pourrai peut-être vous donner  
quelques autres renseignements d'ici à quelques jours.  
Je vous engage, en attendant, à écrire un mot à  
M. Baillargé. C'est un homme qui écrit très  
volontiers, et je crois qu'il a, sur le sujet, quelques  
Choses à dire.

Recevez tous mes compléments -  
Amos Sagron.



N<sup>o</sup> 164

VU  
DEC 6 1894

Arrivée No. 1620
Consulat General de France
DEC 6 1894
Chancellerie.
Départ No 78

Québec, 5 décembre 1894.

Prière de renvoi

Monsieur A. Kieczkowski,  
Consul général de France en Canada,  
M o n t r é a l .



Cher Monsieur,

Je viens de parcourir les documents que l'on m'avait indiqués comme contenant au moins une partie de l'histoire de l'exploitation de Metgermette-Nord par la Société franco-canadienne. Il n'est pas exact de dire que le gouvernement ait fait à cette société une concession de 320,000 acres de terres. Le gouvernement a décidé, par ordre en conseil du 23 octobre 1873, de céder éventuellement à la Société, au prix ordinaire de 30 cts l'acre, d'abord 40,000 acres de terres qui devaient être achetées pour les colons, le ou avant le 25 juin 1874, dans le canton [township] de Metgermette-Nord, puis 40,000 acres additionnels tous les ans, pendant sept autres années dans d'autres cantons, à condition que la Société établirait 1600 colons et leurs familles dans l'espace de huit années, bâtirait 1600 maisons en bois de dimensions déterminées, et défricherait un dixième de la concession totale, soit 32,000 acres de terres. Deux cents colons et leurs familles devaient être "installés" sur les premières terres concédées, le ou avant le 1er septembre 1874, et deux cents autres chaque année [avant juillet] pendant les sept années subséquentes. Les terres devaient



devaient être prises dans neuf cantons du comté de Beauce, deux cantons du comté de Dorchester et quatre cantons du comté de Rimouski, -quinze cantons en tout.

-----

Par ordre en conseil du mois de décembre 1874, le délai pour l'accomplissement des premières obligations de la société [établissement de 200 colons avec leurs familles], a été reculé et fixé au mois de mai 1875.

-----

Au mois d'avril 1876, M. Mahieu, au nom de la Compagnie, demande et obtient nouveau délai [jusqu'au 30 juin 1876].

-----

Au mois de janvier 1877, la promesse de concession éventuelle de 320,000 acres était devenue caduque pour les quinze cantons; on la fit revivre cependant, mais pour quatre cantons seulement: Metgermette-nord, Metgermette-sud, Watford et Langevin, et le délai pour remplir les conditions imposées par l'ordre en conseil du 23 octobre 1873, <sup>facto</sup> à la demande de M. Mahieu, ~~est~~ prolongé jusqu'au 30 juin 1878.

-----

Dans l'ordre en conseil du 25 octobre 1877, on expose que 44,132 acres de terres ont été achetés [retenus] dans Metgermette-nord par la Société franco-canadienne, dans l'été de 1874 [le 23 juin] et ont été en partie payés. M. Mahieu, qui paraissait alors

être





73

être le seul actionnaire français de la Compagnie, venait de s'ad-  
joindre MM. Adolphe Ouimet, avocat, et J.B. Rouillard, "métallurgiste",  
tous deux de Montréal. La Compagnie franco-canadienne se composait  
donc alors de trois associés: MM. Mahieu, Ouimet et Rouilliard.

---

Par le dernier ordre en conseil relatif à cette affaire [3  
juillet 1878] la Société ~~fut~~ maintenue en possession de ses privi-  
lèges non encore périmés, à condition de bâtir ou achever de bâtir  
50 maisons, d'y installer 50 familles, de défricher 800 acres de  
terre, de mettre en opération une scierie et un moulin à farine, de  
construire 20 milles de chemin, et tout cela avant le 1er janvier  
1879.

---

Le prix de vente des 44,132 acres achetés [retenus] le 23  
juin 1874 dans Metgermette - Nord, à 30 centins l'acre, se  
montait à - \$13,239.60

Le premier versement payé lors de la vente était de 3,586.92

Balance restée due, \$ 9,652.68

[avec intérêt à 6 pourcent depuis le 23 juin 1874, date de la vente]

---

Le 21 octobre 1879, vu le défaut de paiement de cette balan-  
ce et le défaut d'accomplissement des autres conditions de la ven-  
te [ou retenue], celle-ci fut révoquée par l'honorable Commissaire

des





des Terres de la Couronne, en vertu de la loi.

Les conditions de l'ordre en conseil du 3 juillet 1878 n'avaient pas été remplies: les terres réservées retombaient dans le domaine de la Couronne.



Les "patentes" [titres de propriété] des lots de terre actuellement occupés dans l'ancienne réserve de Metgermette-Nord, n'ont été octroyées qu'après une nouvelle vente postérieure à la date du 21 octobre 1879.

~~~~~

Voilà, Cher Monsieur, à peu près tout ce que j'ai pu apprendre en consultant certaines pièces que l'on a bien voulu me communiquer; mais je ne puis donner ces renseignements comme officiels. Quant aux autres affaires de l'entreprise Vannier-Mahieu, je vous réfère de nouveau à M. Chs Baillaigé, de Québec, et à Monsieur A.-N. Montpetit, d'Ottawa, à ce sujet. M. Paul de Cazes, de Québec, pourrait peut-être aussi vous fournir quelques renseignements.

Agréez tous mes compliments et hommages respectueux.



*Amédée Gagnon*

P.S. On me dit que Monsieur Philippe Lerot, notaire, à Québec, est très au courant de toute l'affaire, surtout de ce qui s'est passé entre M. Mahieu et M. Rouilland. (Echanges de terrains, etc.)

16

a garder

## **Document ressource n° 8 (tous les groupes) : La colonisation des cantons au Québec**

1829 : Nouveaux arrivants en Beauce.

Les colons anglais et irlandais des îles britanniques ne veulent pas payer la rente seigneuriale d'Aubert Gallion ou celle des trois fiefs à l'est de la rivière Chaudière, soit ceux de Saint-Charles de la Belle-Alliance, de Sainte-Barbe de la Famine et celui de Cumberland, ils iront s'installer dans les cantons.

Les autorités anglaises viennent d'arpenter les cantons de Linière et de Jersey de part et d'autre de la rivière du Loup, comme ils l'ont fait partout dans les territoires non occupés par les seigneuries. Les Anglais construisent le « Kennebec Road » de Saint-Georges jusqu'à Armstrong avec arpentage de lots le long de cette route ; ces terres seront concédées à des colons irlandais, anglais, américains et canadiens-français.

### **Localisation de la colonie**

Le **Lac des Abénaquis** est situé dans la municipalité de Sainte-Aurélie dans la région dans la région administrative de Chaudière-Appalaches, à l'Est de la rivière Chaudière, au Québec, à la limite de la frontière des Etats-Unis et de l'Etat du Maine.

## **Document ressource n° 9 (groupe B) : La Commune de Paris**

Après la défaite de la France lors de la guerre franco-allemande de 1871, l'assemblée monarchiste qui a négocié la reddition s'installe à Versailles. L'armée versaillaise tente de s'emparer à Paris de canons financés par souscription et des émeutes s'ensuivent. Pour les parisiens, le gouvernement de Versailles incarne la trahison. La foule fait fusiller deux généraux. La capitale organise des élections municipales élisant un conseil général de la Commune de Paris, avec une majorité allant des socialistes aux révolutionnaires et qui se considère comme le représentant légal du pays. Des lois sociales sont votées durant cette brève expérience. Les deux camps s'affrontent violemment en mai 1871 : on compte 1200 morts chez les Versaillais, plus de 30 000 chez les insurgés, et 36 000 personnes sont arrêtées. La répression fait fuir les communards à l'étranger, lorsqu'ils le peuvent, où ils attendent des lois d'amnistie. Le bannissement est prononcé pour certains communards par les tribunaux militaires, les dégradant ainsi de leurs droits civiques. Cette peine peut être assortie d'une durée limitée.



# Document ressource n° 10 : cartes du Québec

*La colonie est approximativement située par les flèches à droite*

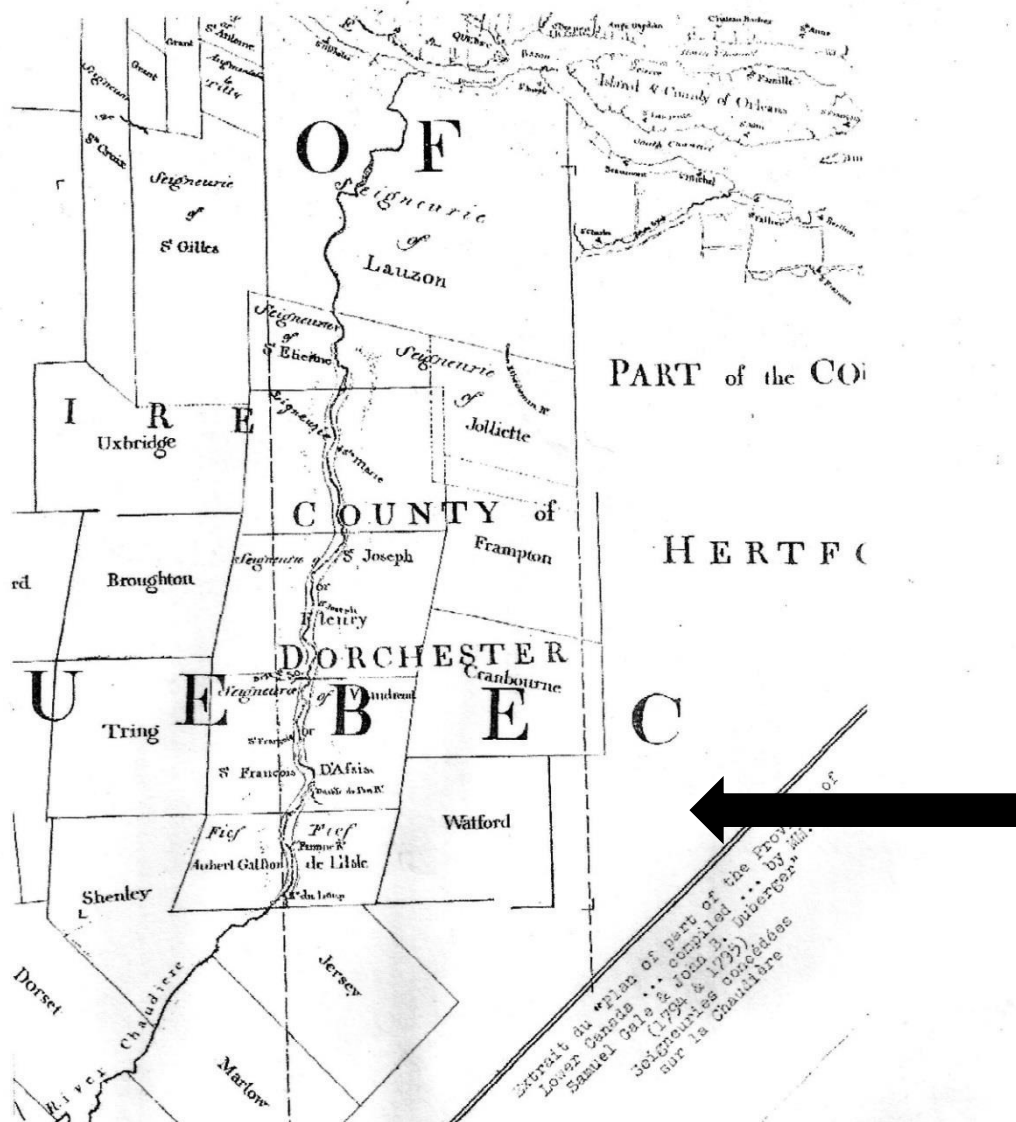


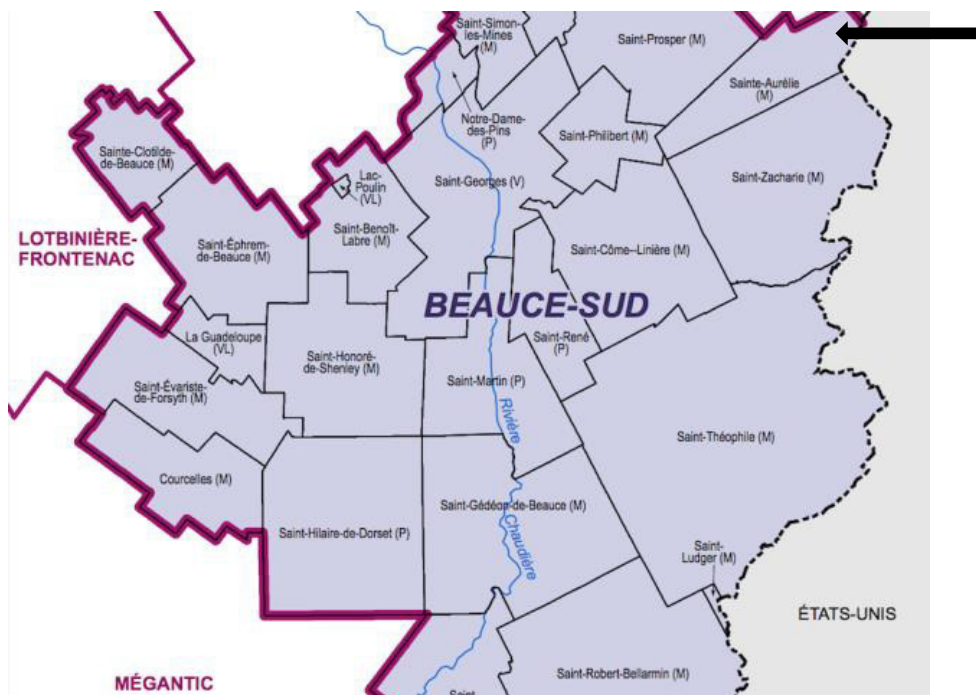
Planche 12

**Seigneuries concédées sur la Chaudière (1794-1795).**

Source: H. Provost, *Chaudière-Kennebec, grand chemin séculaire*, planche 12.



Source : <http://www.rootsweb.ancestry.com/~nsmhs/roger/odyssey/Quebec/portages.html>



Source : <http://wpmedia.montrealgazette.com/2015/10/beauce-sud.png?w=640&h=480>